



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 10 JUIN 2024
portant prescriptions complémentaires à la société Strohmaier
pour l'exploitation de la carrière et de la plate-forme de stockage de bois sous aspersion
situées sur le territoire de la commune de Réguisheim (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment l'article R.181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.121-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 3 avril 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1531 « Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion) de bois non traité chimiquement » ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU le schéma départemental des carrières du Haut-Rhin approuvé par l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 ;

VU le plan local d'urbanisme intercommunautaire (PLUi) de la Communauté de communes Centre Haut-Rhin (CCCHR) approuvé le 23/12/2019 et modifié le 19/07/2023 concernant la commune de Régisheim dont la dernière modification a été approuvée le 20 mars 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 portant autorisation à la société Strohmaier pour son site de carrière de Régisheim en référence au titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU le dossier de porter à connaissance du 28 septembre 2023 de la société Strohmaier afin de prolonger la durée d'autorisation, complété jusqu'à la dernière version en date du 30 novembre 2023 ;

VU le dossier de porter à connaissance du 5 juin 2023 de la société Strohmaier, complété jusqu'à la dernière version en date du 30 novembre 2023, afin d'ajouter sur son site une installation de stockage de bois sous aspersion soumise à déclaration et non connexe au fonctionnement de la carrière ;

VU le rapport et les propositions formulées en date du 26 mars 2024 par l'inspection des installations classées, notamment sur le caractère non substantiel des modifications d'exploitation décrites par la société Strohmaier dans son dossier ;

VU la participation du public par voie électronique organisée entre les 15 et 29 avril 2024 ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Considérant que la demande présentée par l'exploitant consiste en une prolongation pour une durée de 5 ans de l'autorisation d'exploiter une carrière sans extension du périmètre d'exploitation et sans modification de la vocation de la remise en état ;

Considérant que le contenu de la demande de renouvellement présentée par la société Strohmaier en application de l'article R.181-49 du code de l'environnement n'apporte pas de modifications substantielles aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés ;

Considérant que la demande présentée par l'exploitant consiste en la création d'une installation de stockage de bois sous aspersion soumise à déclaration et non connexe au fonctionnement de la carrière ;

Considérant que la nouvelle activité de stockage de bois sous aspersion est compatible avec le PLUi de la Communauté de communes Centre Haut-Rhin approuvé le 23/12/2019 et modifié le 19/07/2023 concernant la commune de Régisheim ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande de modification, dans ses annexes et addendums et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitation d'une carrière relève du régime de l'autorisation et que les dispositions prévues par l'exploitant sont de nature à pallier les risques et les nuisances éventuelles du site ;

Considérant que l'exploitation de l'installation de stockage de bois sous aspersion relève du régime de la déclaration au titre des installations classées ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions d'exploiter la carrière déjà imposées ;

Considérant que la société Strohmaier et ses associés disposent des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière ainsi que la plate-forme de stockage de bois sous aspersion et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs et avec les orientations du schéma départemental des carrières du département du Haut-Rhin ;

Considérant que la durée d'exploitation sollicitée de 5 ans par la société Strohmaier dans son dossier de demande de renouvellement du 30 novembre 2023, complété en dernier lieu le 30 novembre 2023 concerne quatre années d'extraction et une année pour finaliser les travaux de remise en état ;

Considérant que la durée est calculée sur un gisement du site estimé à 1 178 000 tonnes fin 2022 ;

Considérant que la société Strohmaier a continué à extraire des matériaux du site de la carrière de Régisheim en 2023, qu'en conséquence l'inspection des installations classées a réévalué la production d'extraction annuelle moyenne à 185 000 tonnes ;

Considérant qu'il convient également de réduire la production moyenne annuelle à 250 000 tonnes au vu du gisement réévalué ;

Considérant que la rubrique 2.1.5.0 du classement IOTA est prise en compte sous le régime de l'autorisation par antériorité ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en capacité de respecter le phasage d'extraction prévu dans son dossier déposé en mai 2007 en raison notamment de l'évolution du marché (augmentation de la vente de matériaux recyclés, diminution des marchés publics, etc.) et de la crise sanitaire (COVID 19) ;

Considérant que l'exploitation du site est soumise à Autorisation sous la rubrique 2510 des ICPE (exploitation de carrière), qu'il convient de constituer des garanties financières et de prendre en compte l'aménagement de l'aire de stockage des bois (ces garanties sont calculées sur la base de l'ajout d'une activité en intégrant l'activité de stockage de bois comme « infrastructure ») ;

Considérant qu'en application du schéma départemental des carrières du Haut-Rhin susvisé, un défrètement maximal des sites de carrières en exploitation est requis ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de la prolongation de l'autorisation sont réunies ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société des Carrières Strohmaier, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est sis route de Bantzenheim à BALDERSHEIM (68390), respecte les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées au lieu dit « Mittlere Hardt » à REGUISHEIM.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral du 12/02/2008	Article 1er - Champ d'application	Remplacé
	Article 2 - Durée de l'autorisation	Remplacé
	Article 9 - Aménagements préliminaires	Complété
	Article 11 - Accès et circulation	Remplacé
	Article 12 - Distances de recul - Protection des aménagements	Complété
	Article 13 - Pompage de la nappe phréatique	Remplacé
	Article 14.7 - Fossés de drainage	Remplacé
	Article 16 - Remblayage	Remplacé
	Article 17 - Plans d'exploitation	Modifié
	Article 22 - Prélèvements d'eau	Remplacé
	Article 23 - Rejets d'eaux	Remplacé
	Article 30 - Remise en état du site	Remplacé
	Article 31 - Garanties financières	Remplacé
	Article 32 Bis - Installations non connexes	Ajouté

Article 3 : Installations autorisées à l'exploitation sur le site de la carrière.

Les prescriptions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la société STROHMAIER France, dont le siège social est Route de Bantzenheim - 68390 BALDERSHEIM, est autorisée à exploiter à sec une carrière de granulat sur le territoire de la commune de Réguisheim, au lieu-dit « Mittlere Hart ».

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de l'activité	Régime	Quantité
2510-1	Exploitation de carrière	A	- Superficie de la carrière : 36,5485 ha - capacité moyenne de production : 185 000 t/an - capacité maximale de production: 250 000 t/an - gisement exploitable : 3 084 000 tonnes
1531	Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement	D	Maximum 60000 m ³

L'établissement comprend les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique IOTA	Régime de classement	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristique de l'installation	Volume/tonnage autorisé
1.1.10	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Puits agricole existant	/
2.1.5.0-1	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha	Les eaux pluviales de ruissellement s'infiltrent dans le sol sauf au niveau de la zone de stockage de bois	Superficie du site 36,5485 ha

».

Article 4 : Durée de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« L'autorisation est accordée pour une durée de 22 ans à compter de la notification du présent acte, soit jusqu'au 12 février 2030.

Cette durée tient compte du délai pour la remise en état du site.

Il ne devra plus être procédé à des travaux d'extraction de matériaux ou de stockage de bois 1 an avant l'échéance de la présente autorisation d'exploiter (approximativement le 12 février 2029).

Les travaux de remise en état du site devront être achevés 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation d'exploiter.

L'extraction des matériaux commercialisables est achevée neuf mois avant cette échéance et la remise en état six mois avant cette échéance.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile. »

Article 5 : Aménagements préliminaires

Le dernier alinéa de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé est complété par les tirets suivants ainsi rédigés :

*« - avant le début de l'exploitation de l'aire de stockage de bois sous aspersion, l'exploitant met en place des bornes délimitant le périmètre de la zone de stockage des bois,
- l'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. »*

Article 6 : Accès et circulation

Les prescriptions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit à l'exception du personnel formé et désigné par l'exploitant pour la surveillance des installations.

L'accès à toute zone dangereuse, au stockage de matériaux et au stockage de bois est interdit par une clôture efficace ou de tout autre dispositif présentant une efficacité similaire.

L'exploitant doit s'assurer régulièrement du bon état et de l'entretien du dispositif de clôture ou du dispositif équivalent. Le résultat des contrôles est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les accès à la zone de stockage de bois sous aspersion supportent le poids des engins de manutention et les grumiers.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

Un plan de circulation est affiché à l'entrée du site et aux endroits appropriés.

Les clôtures ou dispositifs équivalents, les matériels de transport de granulats ainsi que les aménagements relatifs au stockage de bois sous aspersion ne doivent pas faire obstacle à la circulation des eaux de crue en cas d'inondation. »

Article 7 : Distances de recul – Protection des aménagements

À la fin du dernier alinéa de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé est ajouté par les alinéas suivants ainsi rédigés :

« L'aire de stockage de bois sous aspersion est placée à une distance horizontale minimale de 30 m de la zone en cours d'extraction et n'impacte pas la bande de protection de 10 mètres mentionnée au premier alinéa du présent article. »

Article 8 : Pompage en nappe

Les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Le pompage de la nappe phréatique est uniquement autorisé pour le stockage par voie humide (aspersion) de bois non traité chimiquement suivant les dispositions de l'article 22 du présent arrêté. »

Article 9 : Fossés de drainage

Les prescriptions de l'article 14.7 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Des fossés de drainage des eaux d'aspersion sont présents au niveau de la zone de stockage de bois afin de collecter et de revaloriser l'eau en circuit fermé. La profondeur de ces fossés respecte la cote maximale autorisée à l'article 15 du présent arrêté. »

Article 10 : Remblayage

Les prescriptions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Tout remblayage dans le périmètre de la carrière est interdit à l'exception des aménagements nécessaires à l'implantation de l'aire de stockage de bois sous aspersion. Ces aménagements sont réalisés exclusivement avec les matériaux présents sur le périmètre de la carrière.

En cas de nécessité et sous réserve de prescriptions préfectorale l'imposant, tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. »

Article 11 : Plan d'exploitation

Les prescriptions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont ainsi modifiées comme suit :

1° Au premier alinéa de l'article 17 les mots « pour la carrière, » sont remplacés par : « pour l'ensemble des installations présentes dans le périmètre de la carrière dont la zone de stockage de bois, ».

2° Le dernier alinéa de l'article 17 est complété par les tirets suivants ainsi rédigés :

- « - la zone de stockage des grumes,
- le système d'aspersion,
- le système d'apport, de stockage et d'évacuation des eaux d'aspersion du bois,
- les voies de circulation,
- la position de tous les ouvrages fixes (pesons, bureaux, etc.). »

Article 12 : Prélèvements d'eau

Les prescriptions de l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Article 22.1. Ouvrage

Un puits agricole est présent dans le périmètre de la carrière. Cet ouvrage est identifié avec les caractéristiques suivantes :

N° BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Caractéristiques de l'ouvrage	Aquifère capté
BSS004HVZG	Partie Sud de la parcelle 50/17 section 18	Cote de la tête du puits : 213m NGF Diamètre de l'ouvrage : 100mm Profondeur atteinte : 27m Niveau d'eau mesuré par rapport au sol : 11m	Nappe

Le plan d'implantation du puits est joint en annexe 1 du présent arrêté.

Article 22.2. Prélèvement

Le puits est utilisé pour remplir le système d'aspersion des bois au démarrage de la plateforme de stockage puis pour faire l'appoint de ce système. Le volume de prélèvement annuel est strictement inférieur à 10 000 m³.

L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif doit être relevé toutes les semaines. La valeur relevée est consignée dans un registre tenu à la disposition des inspecteurs des installations classées. Le pompage en nappe d'eau souterraine est muni d'un dispositif antiretour.

Les systèmes d'aspersion les plus économes en eau sont privilégiés.

Article 22.3. Surveillance et entretien des ouvrages

L'exploitant surveille et entretient régulièrement l'ouvrage de prélèvement, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par son intermédiaire.

Article 22.4. Abandon de l'ouvrage

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes.

L'exploitant communique au préfet dans le mois qui suit le comblement, un rapport de travaux précisant :

- les références de l'ouvrage comblé,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage,
- les travaux de comblement effectués.

Article 22.5. Remise en état

Dans le cadre de la cessation définitive d'activité de la carrière, si une cessation d'utilisation du puits agricole, identifié à l'article 22.1 du présent arrêté, a été effectuée au cours de l'exploitation, un nouvel ouvrage agricole, aux environs de l'emplacement initial ou à celui qui sera défini par le propriétaire des terrains sera réalisé en respectant les dispositions suivantes.

Article 22.5.1 : Déclaration d'ouvrage

Au moins un (1) mois avant le début des travaux, l'exploitant communique au préfet les éléments concernant la mise en place de tout nouvel ouvrage et notamment :

- les dates de début et fin du chantier, le nom de l'entreprise retenue pour l'exécution des travaux (sondages, forages, puits, ouvrages souterrains) et, sommairement, les différentes phases prévues dans le déroulement de ces travaux ;
- les références cadastrales des parcelles concernées par les travaux, les côtes précises de réalisation d'ouvrage, les dispositions et techniques prévues pour réaliser et, selon les cas, équiper ou combler les ouvrages ;
- les modalités envisagées pour les essais de pompage, notamment les durées, les débits prévus et les modalités de rejet des eaux pompées, et la localisation précise des piézomètres ou ouvrages voisins qui seront suivis pendant la durée des essais ;
- pour les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou susceptibles d'intercepter plusieurs aquifères, les modalités de comblement envisagées dès lors qu'ils ne seraient pas conservés.

Article 22.5.2 : Critères d'implantation et protection de l'ouvrage

Le site d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains.

Article 22.5.3 : Réalisation et équipement de l'ouvrage

Chantier : L'organisation du chantier prend en compte les risques de pollution, notamment par déversement accidentel dans les ouvrages (sondages, forages, puits, ouvrages souterrains). Les accès et stationnements des véhicules, les sites de stockage des hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution pendant le chantier. En vue de prévenir les risques pour l'environnement et notamment celui de pollution des eaux souterraines ou superficielles, l'exploitant prend toutes les précautions nécessaires lors de la réalisation des ouvrages puis lors de leur exploitation par prélèvement d'eaux souterraines.

Réalisation des ouvrages : Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

La cimentation de l'espace annulaire compris entre le cuvelage et les terrains forés est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué.

Le développement de l'ouvrage, par acidification ou tout autre procédé, les cimentations, obturations et autres opérations dans les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains doivent être effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et à préserver la qualité des eaux souterraines.

En vue de prévenir toute pollution du ou des milieux récepteurs, l'exploitant prévoit, si nécessaire, des dispositifs de traitement, par décantation, neutralisation ou par toute autre méthode appropriée, des déblais de forage et des boues et des eaux extraites des ouvrages pendant le chantier et les essais de pompage. Les dispositifs de traitement sont adaptés en fonction de la sensibilité des milieux récepteurs.

L'exploitant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, l'exploitant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

La protection de la tête du forage doit assurer la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage s'élève d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

La tête d'ouvrage est équipée d'un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent ; il doit permettre un parfait isolement de l'ouvrage, et notamment des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. L'ouverture du capot de fermeture est interdit par un dispositif de sécurité. En dehors des périodes d'intervention/prélèvement, le capot est cadenassé.

La tête de puits est protégée de la circulation sur le site.

L'ouvrage de prélèvement :

- est conçu pour permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique,
- est identifié par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Article 22.5.4 : Identification et rapport de fin de travaux

L'exploitant fait inscrire, dans un délai de 15 jours maximum après sa réalisation, tout nouvel ouvrage de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Il informera le préfet du code BSS dans un délai de 2 mois maximum après sa déclaration.

Dans un délai de 2 mois maximum suivant la fin des travaux, un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis au préfet. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en œuvre :

- déroulement du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- nombre d'ouvrages réalisés, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales d'implantation, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II tendu), la cote de la tête de l'ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) ;
- la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements ;
- les modalités d'équipement des ouvrages ;
- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant. »

Article 13 : Rejets d'eaux

Les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Article 23.1. Eaux de process

Aucun traitement de matériaux n'est autorisé au droit du site.

Les matériaux extraits sont acheminés, pour traitement, sur des installations hors site d'extraction.

L'eau d'aspersion des bois est réutilisée en circuit fermé.

Aucun traitement de l'eau n'est autorisé sur le site.

Le recyclage de l'eau doit être correctement effectué pour éviter des rejets diffus.

Tout rejet d'eau dans le milieu est interdit.

Lors de l'arrêt de l'activité de stockage de bois sous aspersion, les eaux et les éventuelles boues issues du bassin de récupération seront évacuées vers une filière appropriée.

Article 23.2. Eaux de ruissellement

Les surfaces imperméabilisées de l'aire de stockage des bois sont limitées aux zones couvertes par les piles de grumes ainsi qu'aux fossés drainants assurant la collecte des eaux d'aspersion vers le bassin de rétention. L'étanchéité est assurée par une géomembrane installée sur la surface du sol. Le bassin de rétention est dimensionné afin de recueillir les eaux de process et les eaux des plus fortes pluies.

Aucune autre aire étanche générant des eaux de ruissellement n'est autorisée sur le site.

Article 23.3. Eaux domestiques

Aucun rejet d'eaux usées vers le milieu n'est autorisé sur le site. »

Article 14 : Remise en état

Les prescriptions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté et conformément aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation susvisé.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes (mise en sécurité, nettoyage, insertion paysagère, remise à l'état naturel du fond de fouille) :

- toutes les installations (bandes transporteuses, trémies de chargement, etc.) seront démantelées et évacuées du site, ainsi que les socles béton nécessaires à la bonne fixation de ces installations,
- le fond de l'exploitation doit être aplani avant le régalage d'au moins 0,15 m de terres de découverte,
- les talus à sec seront recouverts d'au moins 0,15 m de terres de découverte,
- si le fond de l'exploitation est peu perméable, un ripage doit être réalisé,
- il est réalisé un fossé de drainage permettant l'évacuation des eaux collectées (1 m de profondeur et 1,5 m de largeur) au pied des talus,
- si la réussite de la remise en état du site semble compromise par l'apparition d'humidité, des travaux de drainage nécessaires à l'assainissement des zones concernées sont effectués,
- le recouvrement du fond de la carrière, des banquettes, de leur accès et si possible du front de taille se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères),
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier,
- les plantations prévues dans le document d'impact, sont réalisées. A cet effet les banquettes de protection seront plantées, de façon éparse, d'espèces arbustives et arborées indigènes (notamment des chênes pubescents en limite Est), et des ensemencements de type prairie seront entrepris en parties Sud et Sud-Est,
- les régalages opérés au cours de l'exploitation sur les talus de la terre végétale issue des opérations de décapage permettront la revégétalisation spontanée de ces derniers par la flore pionnière locale. »

Article 15 : Garanties financières

Les prescriptions de l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé sont remplacées comme suit :

« Article 31 – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 31.1. Objet des garanties financières

La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant de carrière, est subordonnée à la constitution de garanties financières.

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Ces garanties sont destinées à assurer la remise en état après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Article 31.2. Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

L'exploitation de la phase [n + 2] ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase [n] est terminée.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe de la demande d'autorisation d'exploiter présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes ; les montants de garanties financières de remise en état dont doit disposer l'exploitant sont :

Phasage d'exploitation concerné	Montant TTC des garanties financières (*)
Phase 3 : janvier 2018 - décembre 2022	557 840 €
Phase 4 : janvier 2023 - décembre 2027	465 448 €
Phase 5 : janvier 2028 - février 2030	465 448 €

(*) montant calculé avec :

- prise en compte d'un indice TP base de 129,2 (paru au JO du 14.10.23), soit un indice TP01 raccordé (coefficient de raccordement de 6,5345) de : 844,26
- taux de TVA de 20 %,
- soit coefficient α de $(1,20/1,196) \times (844,26/616,50) = 1,374$

En fin de chaque période quinquennale, l'exploitant constitue et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier justificatif de la réalisation des travaux de remise en état comprenant le plan à jour des zones réaménagées à l'issue de la période ; ce dossier doit pouvoir justifier du montant des garanties financières nécessaires à la remise en état du site.

L'exploitant est tenu de conserver des garanties financières de remise en état du site tant qu'il n'a pas été constaté de l'achèvement des travaux de remise en état imposés.

Article 31.3. Établissement des garanties financières

Dans un délai de 1 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 31.4. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois (3) mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois (3) mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 31.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 31.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

L'exploitant doit toujours pouvoir justifier de la suffisance de ses garanties financières pour la période considérée ; la transmission au préfet, pour une période considérée, du montant de garanties financières actualisé répondant de la remise en état du site en cas de défaillance relève de son initiative.

Article 31.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 31.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation,
- pour la remise en état du site,
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux,
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant,
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 31.9. Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés et constatés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. »

Article 16 : Installations non connexes

À la fin de l'article 32-2 et avant l'article 33 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2008 susvisé est ajouté l'article 32 Bis suivant ainsi rédigé :

« Article 32 Bis – Installations non connexes - stockage de bois sous aspersion

Article 32 Bis 1. Implantation

L'aire de stockage de bois est limitée aux surfaces déjà exploitées par la carrière et se situe sur les parcelles suivantes :

Section	Parcelle
18	50/17
19	21/9

L'aire s'étendra sur la surface délimitée par les sommets suivants en coordonnées LAMBERT 93 (cf. annexe 2) :

Points	Coordonnées	
	En X	En Y
A	1028798,15	6763505,85
B	1028775,5	6763832,58

C	1028979,97	6763846,22
D	1028967,63	6763000,31
E	1028989,54	6763553,56

Article 32 Bis 2. Aménagements

Le sol doit avoir une bonne étanchéité au droit des installations de récupération de l'eau de ruissellement.

La mise à niveau du sol sur le périmètre de l'aire de stockage de bois est obtenue par l'extraction des matériaux présents et leur valorisation par l'exploitant. La mise à niveau respecte les cotes de nivellement suivies dans le cadre de l'exploitation du reste de la gravière.

Les bois ne doivent avoir subi aucun traitement de protection chimique.

La hauteur des piles de bois n'excède pas 5 mètres sauf justification technique argumentée. Des dispositifs de renforcement des bords des piles peuvent être utilisés ou encore une pente naturelle des bords de l'ordre de 35 à 40°. La direction des vents dominants doit être prise en compte pour l'installation des piles et du système d'arrosage.

Article 32 Bis 3. Poste de contrôle

Le poste de contrôle des chargements/déchargements des camions transporteurs de grumes est positionné à proximité de l'aire de stockage afin de garantir une surveillance globale et pertinente de l'ensemble du site de stockage. L'installation ne présente pas de fondations ancrées dans le sol.

Un pont bascule mobile (pesons) ne nécessitant pas d'opération de terrassement est installé à proximité immédiate du poste de contrôle.

Un système de vidéosurveillance permet le suivi et la gestion du système d'aspersion.

Article 32 Bis 4. Mesures d'évitement

Descriptif	Mise en œuvre	Périodicité ou échéance
Évitement des populations connues d'espèces protégées ou à fort enjeu et/ou de leurs habitats	Préservation des habitats naturels référencés concernant les plantes d'intérêt patrimonial : plantes menacées inscrites sur la liste rouge d'Alsace, autres plantes patrimoniales. Préservation des milieux naturels identifiés comme ayant un fort intérêt écologique, particulièrement ceux classés en « habitats patrimoniaux » : prairies de fauche semi-rudérales, pelouses pionnières rudérales.	Réalisation avant l'ouverture de l'aire de stockage – au plus tard le 31/12/2025
Évitement des sites à enjeux environnementaux et paysagers majeurs du territoire	Préservation des terrains accueillant le projet. Définition des tracés de circulation adaptés. Optimisation des systèmes de prélèvement des eaux naturelles et de leur recyclage.	

Descriptif	Mise en œuvre	Périodicité ou échéance
Balisage préventif, dispositif de protection d'une station, d'un habitat d'une espèce patrimoniale, d'habitats d'espèces	-Optimisation emplacement des zones de stockage du bois sur le carreau de la carrière afin d'éviter les zones déjà remises en état et les habitats des espèces à enjeux.	Réalisation avant l'ouverture de l'aire de stockage – au plus tard le 31/12/2025 À chaque évolution de la zone de stockage de bois
Limitation / positionnement adapté des emprises des travaux	-Déploiement d'un plan de circulation des engins de chantier et/ou par la délimitation des espaces à ne pas franchir.	
Absence de rejet dans le milieu naturel (air, eau, sol, sous-sol)	-Matérialisation à l'aide d'objets visibles distinctifs avec vérification de leur maintien dans le temps -Démontrer l'évolution positive du projet au regard des enjeux identifiés (modification de l'orientation des alvéoles de bois, modification du plan de circulation, etc...).	
Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu		
Redéfinition/Modifications/ Adaptations des choix d'aménagement, des caractéristiques du projet		
Décaler les travaux en dehors des périodes pendant lesquelles les espèces floristiques et faunistiques sont les plus vulnérables.	Planifier les travaux en fonction des sensibilités des espèces susceptibles d'être présentes sur la zone considérée.	À chaque période de réalisation de travaux

Article 32 Bis 5. Mesures de Réduction

Descriptif	Mise en œuvre	Périodicité ou échéance
Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation	Clôture spécifique/échappatoire/dispositif anti-pénétration dans les emprises Aplanir régulièrement les chemins d'exploitation de sorte qu'aucune dépression susceptible d'accueillir des amphibiens ne soit présente	En cas de détection d'espèces à enjeux à proximité des zones exploitées.

Article 32 Bis 6. Modalités de suivi des mesures

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures imposées par le présent arrêté.

Le rapport de suivi écologique (habitat, faune, flore) doit permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact.

Article 32 Bis 7. Plan de prévention

Les travaux, activités effectués par une entreprise extérieure ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « plan de prévention ou permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le permis d'intervention (ou plan de prévention) et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention (ou plan de prévention) » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

En particulier un plan de prévention est établi avec l'ensemble des fournisseurs de bois et le gestionnaire de l'aire de stockage de bois ONF BBSA.

Le plan de circulation est joint au plan de prévention et est cosigné par l'ensemble des acteurs.

Article 32 Bis 8. Suivi

Un état du stockage sera transmis au 31 décembre de chaque année à l'inspection des installations classées. »

Article 17 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié par son auteur à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 18 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Réguisheim et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Réguisheim pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et le maire de Réguisheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société Strohmaier.

À Colmar, le **10 JUIN 2024**

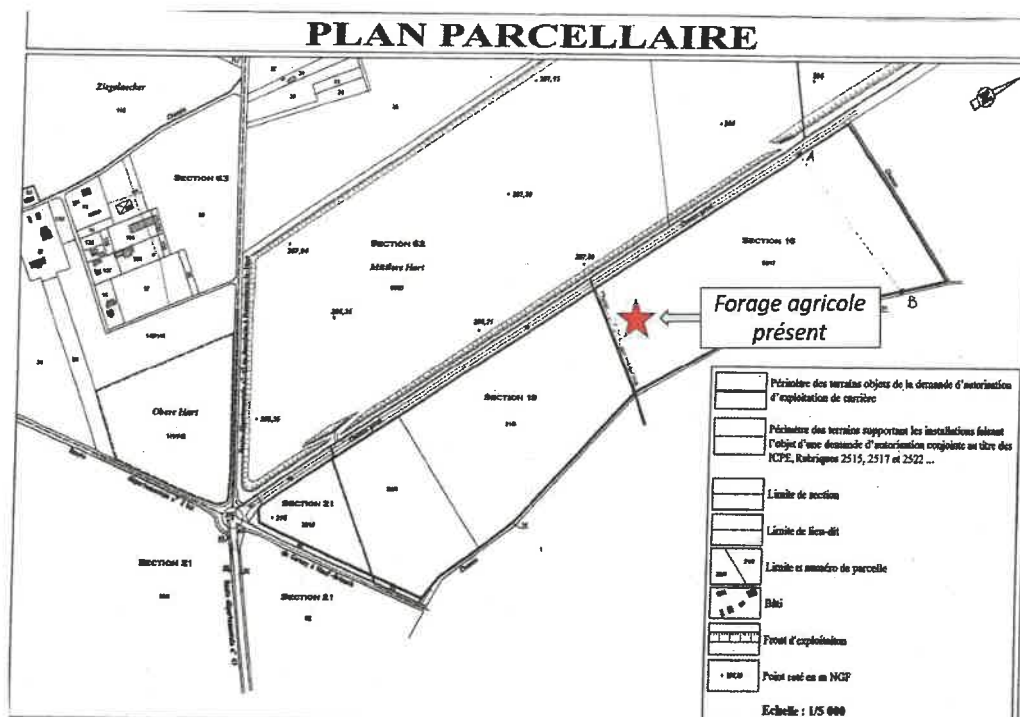
Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

du 10 JUIN 2024

Annexe 1 : Localisation du forage agricole existant



Annexe 2 : Emplacement de l'aire de stockage de bois

